

les produits de la distillation (8,4 %), les préparations de fruits et légumes (7,3 %) et la bière (5,6 %).

Cette même année, les importations s'élevaient à 4 064 millions de dollars pour les industries des aliments et 551 millions de dollars pour les boissons, faisant apparaître une balance commerciale presque équilibrée pour les boissons et déficitaire de 1 milliard de dollars pour les aliments. Toutefois, si l'on met de côté les « autres produits alimentaires », en grande partie constitués de produits tropicaux, le déficit n'est plus que de 190 millions de dollars.

Pour la plupart des produits, le principal client est, de loin, les États-Unis qui absorbent plus de 30 % des exportations canadiennes. Pour les huiles végétales et les produits laitiers, le marché américain n'absorbe pas plus de la moitié des exportations canadiennes; pour les boulangeries-pâtisseries, le sucre et la confiserie, et les boissons, cette part dépasse les 80 %; pour la bière, elle est de 100 %.

La Communauté européenne absorbe une part relativement faible des exportations canadiennes : 8,5 % pour les aliments et 2,2 % pour les boissons (voir tableau A.2). Il n'y a que pour les préparations de fruits et légumes (principalement des haricots, du maïs, des bleuets congelés exportés au Royaume-Uni et en RFA), les produits laitiers (cheddar exporté au Royaume-Uni), les produits de la viande et les pommes de terre de semence, que cette part dépasse les 10 %. Pour les autres produits, elle est de l'ordre de 5 % ou moins. De plus, cette part a tendance à décroître : elle était globalement de 9,5 % pour les aliments en 1984. Tous les postes ont vu leur part décroître sauf les produits laitiers, les farines préparées et céréales et la volaille. Ces deux derniers postes représentent des volumes faibles. En volume, les principales exportations

canadiennes à destination de la CE sont les produits de la viande (44 %) et les préparations de fruits et de légumes (20 %). Dans l'ensemble, les exportations en provenance du Canada ne représentent qu'une part minime (2 %) des importations de la Communauté. Elles sont surtout dirigées vers le Royaume-Uni (voir graphiques 2, 3, 4 et 5).

Du côté des importations, la part de la CE est plus substantielle : 14,5 % pour les aliments et 68,5 % pour les boissons. Elle est particulièrement importante pour les produits laitiers (52 %) et la boulangerie-pâtisserie (35 %) et, bien sûr, le vin (85 %) et les alcools (70 %). De 1984 à 1988, la part des importations en provenance de la CE tend à rester stable pour les aliments et à légèrement décroître pour les boissons. En volume, les principales importations canadiennes en provenance de la CE sont le vin (23,5 %), le sucre et la confiserie (13,9 %), les préparations de fruits et légumes (12,3 %), les alcools (11,8 %) et les produits laitiers (8,6 %) (voir tableaux A.3 et A.4 et graphiques 6, 7, 8 et 9).

En 1988, la balance commerciale vis-à-vis de la CE était déficitaire de 366 millions de dollars pour les boissons et de 329 millions de dollars pour les aliments. En revanche, elle était excédentaire de 486 millions de dollars pour les industries agricoles (voir tableau A.5).

Qu'en est-il des investissements? Nous ne disposons pas de statistiques complètes concernant les investissements; cependant, les investissements totaux par pays ou groupe de pays sont disponibles (voir tableau A.6). Ainsi en 1988, les investissements totaux au Canada en provenance de l'étranger s'élevaient à 110 milliards de dollars. La CE contribuait pour 21 % à ce montant, principalement en provenance du Royaume-Uni, de la RFA et des Pays-Bas, alors que